



L'INITIATIVE CLEAN OCEANS

CECI N'EST PAS UNE MÉDUSE.



À QUEL POINT NOS OCÉANS SONT-ILS POLLUÉS ?

Selon des études récentes, **12 millions de tonnes de déchets plastiques** finiraient chaque année dans les océans. Les milliards de masques et de gants utilisés pendant la pandémie de coronavirus aggravent encore le problème. Cette pollution menace les estuaires, les récifs coralliens, les poissons et les millions de familles qui dépendent des océans.

Le plastique qui se retrouve en mer provient principalement des débris qui sont jetés à terre ou emportés par les cours d'eau. Or, deux milliards de personnes dans le monde ne disposent pas d'un système de collecte des déchets adapté, capable d'intercepter ces matières plastiques. Améliorer le traitement des eaux usées et la gestion des eaux pluviales dans de nombreux pays en développement permettrait de faire barrage à une partie des 1,5 million de tonnes de microplastiques qui aboutissent chaque année dans les océans.

La forte croissance démographique que connaissent de nombreuses villes de par le monde aggrave la pollution par le plastique.

POURQUOI LES OCÉANS SONT-ILS SI IMPORTANTS ?

Les océans procurent d'innombrables avantages à la planète et aux populations, sous la forme de nourriture, de médicaments, d'énergie renouvelable ou encore de ressources naturelles. La valeur des services et des biens produits grâce aux ressources marines et côtières est estimée à **2 500 milliards d'euros par an**.

Pour promouvoir le développement durable et réduire la pauvreté, il est essentiel de préserver la propreté des océans, qui assurent un revenu et un régime alimentaire sain à des milliards de personnes.

Les océans jouent également un rôle important en matière de climat. Ils absorbent environ **30 % du dioxyde de carbone émis sur la planète**, atténuant ainsi les incidences du réchauffement climatique.

COMMENT FONCTIONNE L'INITIATIVE CLEAN OCEANS ?

Cette initiative cible des projets susceptibles d'empêcher le déversement de déchets plastiques dans les fleuves et les mers ou leur présence sur le sol.

Elle est axée sur la gestion des déchets, des eaux usées et des eaux pluviales à l'échelle mondiale, en particulier dans les zones fluviales et côtières d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

Pour être admissibles, les projets doivent s'appuyer sur des méthodes efficaces et efficaces permettant de réduire les déchets plastiques ou le rejet de microplastiques.

L'initiative Clean Oceans a été lancée en octobre 2018 par la Banque européenne d'investissement, en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD) et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la banque allemande de développement, dans le but de financer 2 milliards d'euros à l'appui de projets visant à réduire les déchets plastiques d'ici la fin de 2023.

En octobre 2020, les membres fondateurs de l'initiative Clean Oceans ont accueilli deux nouveaux partenaires : la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), l'institution italienne de promotion économique et de coopération au développement, et l'Instituto de Crédito Oficial (ICO), la banque espagnole de promotion économique ; ces organismes contribueront à la protection de nos océans et de nos mers dans le cadre de cette initiative conjointe.

Lors du sommet « One Ocean » de février 2022, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est devenue le sixième membre de l'initiative Clean Oceans et l'objectif de financement annoncé a été porté à **4 milliards d'euros** pour la fin de 2025.

En février 2023, l'initiative a atteint 65 % de son objectif, avec 2,6 milliards d'euros investis dans 60 projets qui bénéficieront à plus de **20 millions de personnes** en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe.

NETTOYER LES RIVIÈRES ET LES VILLES CÔTIÈRES

OBJECTIFS

- **Collecte, traitement et recyclage des déchets, et amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées** pour empêcher les matières plastiques d'envahir les cours d'eau, les mers et les zones côtières.
- **Amélioration de la gestion des déchets** dans les ports afin de réduire les rejets de matières plastiques par les navires.
- **Sélection de projets innovants visant à empêcher les matières plastiques d'atteindre les océans** ou permettant de disposer de produits plus facilement réutilisables ou biodégradables.
- **Gestion des eaux pluviales en milieu urbain** pour empêcher les matières plastiques d'atteindre les cours d'eau en cas d'averses et d'inondations.



PROJETS

AMÉLIORATION DE L'INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT À BUENOS AIRES

La BEI a accordé un prêt de 80 millions de dollars à Agua y Saneamientos Argentinos S.A. (AySA) en faveur de l'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans la capitale argentine. Le projet permettra d'agrandir un réseau d'égouts, une installation de traitement des eaux usées et une station d'épuration dans l'agglomération de Buenos Aires. En élargissant l'accès à l'assainissement, il réduira le risque de maladies d'origine hydrique et améliorera la santé publique, en particulier pour les populations à faibles revenus et vulnérables de la région. En outre, le projet permettra de réduire la pollution par le plastique du fleuve Reconquista, ce qui aura pour effet d'empêcher les microplastiques d'aboutir dans l'océan Atlantique.

Le prêt financera l'agrandissement de l'installation de traitement des eaux usées de Las Catonas, au bénéfice de **350 000 habitants**. Un nouveau réseau d'égouts sera également aménagé dans plusieurs quartiers de la ville, desservant quelque **24 000 habitants**.

En réutilisant le biogaz et en réduisant les rejets d'effluents non traités dans les eaux de surface, la nouvelle infrastructure contribuera à protéger l'environnement et à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ce projet est cofinancé par la Banque interaméricaine de développement.

PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DANS LES CARAÏBES

La mer des Caraïbes arrive au deuxième rang des mers les plus polluées, après la Méditerranée. Jusqu'à 300 000 tonnes de déchets solides y sont déversées chaque année. Cette pollution menace de plus en plus les écosystèmes marins, anéantit certaines espèces et nuit aux moyens de subsistance d'une population locale fortement tributaire du tourisme et de la pêche.

La KfW a signé une subvention de 25,7 millions d'euros pour réduire les déchets marins et promouvoir l'économie circulaire dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes. En créant une nouvelle facilité au titre du Caribbean Biodiversity Fund (CBF), le projet « Mécanismes de financement durable pour la protection du milieu marin dans les Caraïbes » contribuera à éliminer les déchets solides et à les garder hors de l'environnement marin et côtier, en appliquant les principes de l'économie circulaire. Les mesures soutenues, sélectionnées au moyen d'appels à propositions, pourraient concerner des investissements dans des infrastructures et des équipements ou encore le renforcement des capacités. Sont admissibles à un financement les organisations non gouvernementales, les universités, les institutions publiques, les institutions de la société civile et le secteur privé. Pendant sa durée de vie, le projet devrait permettre d'éviter et d'éliminer au minimum 15 000 tonnes de déchets marins, ce qui profitera à au moins **20 000 personnes**.



GESTION DES DÉCHETS SOLIDES À LOMÉ (TOGO)

L'AFD contribue à moderniser les services de gestion des déchets solides en vue d'améliorer considérablement les conditions de vie à Lomé, une grande ville côtière de **1,4 million d'habitants**. Ce projet aide à optimiser la collecte des déchets de nombreuses manières, y compris par la construction d'un centre d'enfouissement conforme aux normes internationales.

Les efforts déployés ont contribué à sensiblement réduire la quantité de débris, dont beaucoup de plastiques qui étaient jetés dans les rues et dans les caniveaux de la ville, ce qui aidera à limiter la quantité de déchets qui aboutissent dans l'océan.

NOUVEAU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT ET DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES À TELICA (NICARAGUA)

L'ICO a accordé un prêt de 5 millions de dollars en faveur de la construction d'un réseau d'assainissement et de traitement des eaux usées dans la ville de Telica, au Nicaragua. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'accord que l'ICO a conclu avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE), qui finance également d'autres projets similaires en Amérique centrale.

Le nouveau réseau fera 17 km de long, traitera 830 m³ d'eau par jour et bénéficiera à quelque **11 000 personnes**. Il devrait permettre d'éviter le rejet d'une demi-tonne de microplastiques dans l'océan chaque année.

MODERNISATION DE L'INFRASTRUCTURE DE DISTRIBUTION D'EAU ET DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES EN ROUMANIE

La BERD a accordé un prêt de 25 millions d'euros à une compagnie des eaux en Roumanie pour aider à agrandir et à moderniser l'infrastructure et les services liés à l'eau et à l'assainissement dans le pays. Ce concours servira également à financer un programme de réduction des pertes d'eau avec un opérateur privé.

Le projet bénéficie du soutien du Fonds de cohésion de l'Union européenne et relève du programme opérationnel de l'UE relatif aux grandes infrastructures pour 2015-2020.

L'entreprise doit effectuer d'importants investissements pour accroître la couverture des services d'eau et d'assainissement dans les petites communautés et se conformer aux normes de l'UE. Le projet permettra d'ajouter **38 000 personnes** au réseau d'approvisionnement en eau et de raccorder **105 000 personnes** aux systèmes d'égouts et de traitement des eaux usées dans les régions de Constanța, Ialomița, Călărași, Dâmbovița et Brașov. Il contribuera également à réduire les rejets de déchets plastiques dans la mer Noire. La modernisation des infrastructures existantes permettra une réduction des fuites de 16 millions de m³ par an.

Cassa Depositi e Prestiti évalue actuellement des projets à financer dans le cadre de l'initiative Clean Oceans, lesquels seront bientôt présentés dans cette brochure.





Le groupe **Agence française de développement** (AFD) finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et plus durable. Centrées sur le climat, la biodiversité, la paix, l'éducation, l'aménagement urbain, la santé et la gouvernance, les équipes de l'AFD participent à plus de 4 000 projets dans 115 pays et dans les départements français d'outre-mer. Elles contribuent ainsi à l'engagement de la France et de ses citoyens en faveur des objectifs de développement durable. www.afd.fr



La **Cassa Depositi e Prestiti** (CDP) est un groupe unique parmi les acteurs italiens du développement, car il associe capacités financières et industrielles. La CDP soutient l'Italie ainsi que d'autres pays en promouvant la croissance et l'emploi, et en appuyant l'innovation, les infrastructures et la compétitivité des entreprises. www.cdp.it



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement

La **Banque européenne pour la reconstruction et le développement** (BERD) est un chef de file du financement de l'action pour le climat. Elle intervient sur trois continents, de l'Europe centrale et orientale à l'Asie centrale, en passant par les pays du sud et de l'est de la Méditerranée. Elle s'est engagée à aligner toutes ses opérations sur les objectifs de l'accord de Paris d'ici la fin de 2022 et à consacrer plus de 50 % de ses investissements à l'économie verte à l'horizon 2025. www.ebrd.com



Banque européenne
d'investissement

Active dans environ 160 pays, la **Banque européenne d'investissement** (BEI) est le principal bailleur de fonds multilatéral au monde pour les projets en faveur du climat. Dans sa Feuille de route de la banque du climat, le Groupe BEI souligne son engagement à soutenir la mobilisation de 1 000 milliards d'euros d'investissements pour l'action en faveur du climat et la durabilité environnementale au cours des dix prochaines années. Au titre de son programme pour des océans propres et durables, dont l'initiative Clean Oceans constitue un pilier important, la BEI appuie des investissements qui contribueront à améliorer la santé des océans et de leurs ressources. www.eib.org



L'**Instituto de Crédito Oficial** (ICO) est la banque espagnole de promotion économique, spécialisée dans le financement tant des petites et moyennes entreprises que de projets d'investissement de grande envergure. Il contribue à une croissance durable en soutenant des activités économiques qui, en raison de leur importance sociale, culturelle, environnementale et en matière d'innovation, méritent d'être promues et développées. L'une de ces initiatives est un programme de financement international dans le cadre duquel l'ICO finance des projets par l'intermédiaire de banques régionales et locales, principalement en Amérique latine. L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) est l'autorité de gestion de la politique espagnole en la matière. www.ico.es — www.aecid.es



La **Kreditanstalt für Wiederaufbau** (KfW) améliore les conditions de vie sur les plans économique, social et environnemental dans le monde entier depuis 1948. En 2022, elle a mis à disposition 166,9 milliards d'euros de financements, dont 59 % ont été consacrés à la protection du climat et de l'environnement. La KfW dispose d'environ 70 bureaux et représentations à l'échelle mondiale et est l'une des plus grandes banques de promotion économique au monde ; elle intervient au nom de la République fédérale d'Allemagne et de ses Länder. www.kfw.de

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
www.eib.org — info@eib.org

twitter.com/EIB

facebook.com/EuropeanInvestmentBank

youtube.com/EIBtheEUbank